

avoir une subvention, vous savez vous-mêmes qu'il vaut mieux élire un partisan du gouvernement qu'un adversaire—c'est virtuellement prendre les deniers publics et les promettre à son parti dans le but de faire élire un partisan du gouvernement. Que dirons-nous au sujet du ministre des Travaux publics ?

On pourrait en dire si long que je n'ose pas entrer très profondément cette après-midi dans ce fertile champ d'enquête. Mais le ministre des Travaux publics a passé une mauvaise demi-heure à Lévis, au cours d'une certaine discussion politique qui a éclaté dans cette région. Il a argumenté vaillamment et attendu patiemment, mais finalement le seul moyen qu'il a pu trouver pour amadouer son auditoire a été de dire : Est-ce que vous n'avez pas besoin d'élevateurs ici à Lévis ? Un cri s'est élevé de toute part : Oui, oui, oui, disait-on. Le ministre savait comment s'y prendre ; il s'en va dans cet endroit et promet publiquement des élevateurs ; il parle de son ami, le ministre des Chemins de fer et Canaux, du regret qu'il éprouve à ne pas le voir là, à côté de lui, afin de décider ce qui pourrait être fait en matière de travaux publics dans l'intérêt de Lévis. Ces ministres sont des parangons de pureté lorsqu'ils sont dans l'opposition, mais des apôtres de corruption dès qu'ils ont pris possession des banquettes du Trésor public. Cependant, ils ont tenu toutes les promesses qu'ils ont faites aux électeurs honnêtes du pays. Assurément, l'honorable député de Toronto-centre doit des excuses à cette Chambre pour une pareille déclaration. Je ne dirai rien d'un grand nombre d'autres, mais j'ai bonne envie d'appeler comme témoins quelques honorables membres de la droite et quelques adhérents du vieux parti libéral. Je vois à son siège l'honorable député d'Assiniboia-est (M. Douglas.). Croit-il que le gouvernement a rempli toutes ses promesses ? A-t-il eu quelque conversation depuis vendredi dernier avec le député de Toronto-centre ? Ne s'est-il pas produit quelque altercation entre eux ? Le député de Toronto-centre, après avoir revisé le tarif au point de vue de la protection, dit que le gouvernement a rempli tous ses engagements ; mais le député d'Assiniboia-est, parlant à ses commentants, disait il y a quelques jours, le 19 janvier :

Nous, électeurs d'Assiniboia-est, ne sommes pas complètement satisfaits des changements de tarif. J'ai cependant souvent déclaré qu'un gouvernement ne peut pas balayer tout cela dans l'espace d'un an ou deux. Les conservateurs auraient été fort aises de nous voir agir ainsi, car cela aurait créé une panique telle qu'ils auraient chassé le parti libéral du pouvoir.

Quel aveu ! Si le parti libéral eût été fidèle à ses engagements, s'il eût légiféré dans le sens de ses promesses, cela aurait créé une panique telle que, dans l'opinion du député d'Assiniboia-est, et il a raison, cela aurait eu pour effet de le balayer hors des banquettes ministérielles.

Au lieu de cela, nous avons commencé par couper à la fois quelques pouces seulement de la queue du chien, et dans quelque temps nous atteindrons le corps.

Jamais, mon honorable ami d'Assiniboia, vous ne dépasserez la dernière touffe de poil de cette queue de chien, à moins que vous ne marchiez sur le cadavre de l'honorable député de Toronto-centre. Cette queue est longue, et il y a beaucoup, beaucoup de poil au fin bout de cette queue, et vous n'en avez pas encore arraché un seul. Et avant que vous n'atteigniez le corps vulnérable de ce chien, vous serez beaucoup, beaucoup plus vieux
M. FOSTER.

que vous ne l'êtes aujourd'hui. Voici donc un honorable député qui ne croit pas que le gouvernement ait rempli ses promesses. Près de lui siège un autre, si mes yeux ne me trompent pas, c'est le joli député de Lisgar (M. Richardson). Maintenant, M. l'Orateur, le joli député de Lisgar—je vois qu'il reconnaît le compliment—est propriétaire d'un journal, et il a dans ce journal donné libre cours à des idées tout à fait occidentales. En voici quelques-unes :

Si le gouvernement libéral cède à la pression qui est maintenant exercée par des libéraux éminents à Ottawa pour faire maintenir le droit sur le fil d'engrèbage, lequel, à en juger par la législation de la dernière session, sera entièrement disparue dans quelques mois, il ferait aussi bien de se décider à capituler complètement devant les protectionnistes, car à l'exception du fil de fer barbelé, il aura virtuellement abandonné tous les avant-postes du libre-échange et du tarif du revenu qui ont été occupés par le parti depuis tant d'années.

Cela est très bien, mais voici quelque chose de mieux :

D'après les imprimés que les libéraux ont fait circuler avant l'élection, nous nous attendions à voir les droits sur les instruments aratoires entièrement abolis, mais au lieu de cela, les fabricants d'instruments aratoires ont été placés dans une position meilleure qu'auparavant par une réduction des droits sur la matière première dont ils ont besoin.

Puis, il parle du pétrole ; mais, encore une fois, je m'abstiens, à cause de mes sympathies pour le ministre de la Marine et des Pêcheries. Mais il conclut par cette assertion si encourageante pour mon honorable ami de Toronto-centre :

Il est également décourageant pour les partisans du libre-échange de voir M. Bertram, le nouveau député libéral de Toronto-centre, élu sur un programme de non-renouveau du tarif, et de constater que ce sentiment n'a pas été répudié à Ottawa. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cela était de nature à inquiéter les partisans de la réforme du tarif dans l'Ouest, lesquels ont compté avec confiance sur une réduction constante du tarif d'année en année.

Il y en a un autre qui a été déçu. Que dirons-nous de l'organe des Patrons, le *Farmer's Sun* ? Il y a des patrons ici, et le *Sun* était le fidèle défenseur de ces hommes vertueux lorsqu'il était si facile d'être vertueux, savoir : lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Que dit le *Sun* ? Il dit :

Il est impossible de nier que jusqu'à présent on nous a déçus. On devait nous préparer un tarif pour le revenu seulement, et le principe de la protection devait être mis de côté. On devait pratiquer une économie rigide, rogner toutes les dépenses inutiles et abjurer tous les projets extravagants. On devait régler tous les griefs contre les chemins de fer du Nord-Ouest. Dans tout ceci, on a échoué jusqu'à présent, et ce qu'on a fait ne valait guère les efforts tentés par les hommes indépendants pour effectuer un changement. Le tarif n'est guère moins protecteur ou onéreux qu'il ne l'était auparavant. Il n'est pas bien clair qu'il y ait eu une réduction de droit appréciable. Les légères concessions qui ont été faites, comme dans le cas du fil d'engrèbage, étaient plutôt de la nature de morceaux jetés en pâture aux libre-échangistes que de la nature d'un programme de libre-échange large et hardi. Les manufacturiers protectionnistes semblent être satisfaits, et ils ont raison de l'être. Les cultivateurs sont mécontents, et leur mécontentement est bien fondé. Quel sera l'effet de la clause accordant une préférence, voilà ce qui n'est pas encore très clair. Mais nous pouvons être passablement certains que l'on vise plutôt à l'effet politique qu'à la révolution fiscale. Cela ne peut manquer de mettre une arme entre les mains de nos adversaires commerciaux aux Etats-Unis, et de décourager ici le parti du libre-échange.

Il y a un autre élément important qui a contribué à mettre le parti au pouvoir et qui n'est pas satisfait. Voici le *Reformer* de Simcoe. Il dit :

Il y avait une bonne raison pour introduire sir Oliver dans le Sénat avec le portefeuille de la justice, car les